

Kazakhstan

A. Progrès dans la mise en œuvre du standard minimum

Le Kazakhstan compte 55 conventions fiscales en vigueur, ainsi que l'indique sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs. Trente de ces conventions sont conformes au standard minimum.

Le Kazakhstan a signé l'IM en 2018, déposé son instrument de ratification le 24 juin 2020, et notifié ses conventions fiscales non conformes. L'IM entrera en vigueur pour le Kazakhstan le 1^{er} octobre 2020. Les conventions qui seront modifiées par l'IM deviendront conformes au standard minimum une fois que les dispositions de l'IM auront pris effet.

Le Kazakhstan a indiqué dans sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs avoir pris des mesures (autres qu'au titre de l'IM) afin de mettre en œuvre le standard minimum dans sa convention avec Chypre*.

Le Kazakhstan met en œuvre le standard minimum par l'inclusion de la disposition de la déclaration du préambule et de la règle COP associée à la règle LOB⁸⁶.

B. Conclusion

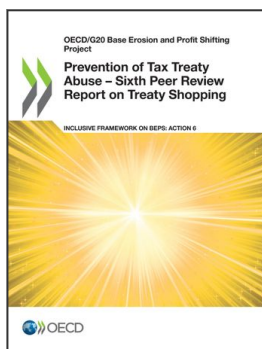
Aucune juridiction n'a signalé de préoccupation relative à ses conventions conclues avec le Kazakhstan.

Synthèse de la réponse de la juridiction – Kazakhstan

	1. Partenaires de convention	2. Conformité avec le standard	3. Signature d'un instrument de mise en conformité	4. Recours à la disposition relative au standard minimum
1	Allemagne	Non	Non	
2	Arabie saoudite	Oui, IM		COP
3	Arménie	Non	Oui, IM	COP + LOB
4	Autriche	Non	Non	
5	Azerbaïdjan	Non	Non	
6	Bélarus	Non	Non	
7	Belgique	Oui, IM		COP
8	Bulgarie	Oui, IM		COP
9	Canada	Oui, IM		COP
10	Chine (République populaire de)	Oui, IM		COP
11	Chypre*	Non	Non	
12	Corée	Oui, IM		COP
13	Croatie	Oui, IM		COP
14	Émirats arabes unis	Oui, IM		COP
15	Espagne	Oui, IM		COP
16	Estonie	Non	Oui, IM	COP
17	États-Unis	Non	Non	
18	Fédération de Russie	Oui, IM		COP + LOB

⁸⁶ Pour ses conventions notifiées aux fins de l'IM, le Kazakhstan choisit d'appliquer la disposition de la déclaration du préambule (article 6 de l'IM) et la règle COP (article 7 de l'IM). Le Kazakhstan a également opté pour la règle LOB simplifiée conformément à l'article 7(6) de l'IM.

19	Finlande	Oui, IM		COP
20	France	Oui, IM		COP
21	Géorgie	Non	Non	
22	Hongrie	Oui, IM		COP
23	Inde	Oui, IM		COP + LOB
24	Iran*	Non	Non	
25	Irlande	Oui, IM		COP
26	Italie	Non	Oui, IM	COP
27	Japon	Oui, IM		COP
28	Kirghizistan*	Non	Non	
29	Lettonie	Oui, IM		COP
30	Lituanie	Oui, IM		COP
31	Luxembourg	Oui, IM		COP
32	Macédoine du Nord	Non	Oui, IM	
33	Malaisie	Oui, IM		COP
34	Moldova*	Non	Non	
35	Mongolie	Non	Oui, IM	
36	Norvège	Non	Non	
37	Ouzbékistan	Non	Non	
38	Pakistan	Oui, IM		COP + LOB
39	Pays-Bas	Oui, IM		COP
40	Pologne	Oui, IM		COP
41	Qatar	Oui, IM		COP + LOB
42	République slovaque	Oui, IM		COP + LOB
43	Roumanie	Non	Oui, IM	COP
44	Royaume-Uni	Oui, IM		COP
45	Serbie	Oui, IM		COP
46	Singapour	Oui, IM		COP
47	Slovénie	Oui, IM		COP
48	Suède	Non	Oui, IM	COP
49	Suisse	Non	Non	
50	Tadjikistan*	Non	Non	
51	Tchéquie	Non	Non	
52	Türkiye	Non	Oui, IM	COP
53	Turkménistan*	Non	Non	
54	Ukraine	Oui, IM		COP
55	Viet Nam	Non	Oui, IM	



Extrait de :
Prevention of Tax Treaty Abuse – Sixth Peer Review Report on Treaty Shopping
Inclusive Framework on BEPS: Action 6

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/36cebf8e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2024), « Kazakhstan », dans *Prevention of Tax Treaty Abuse – Sixth Peer Review Report on Treaty Shopping : Inclusive Framework on BEPS: Action 6*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/2c138e4b-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.